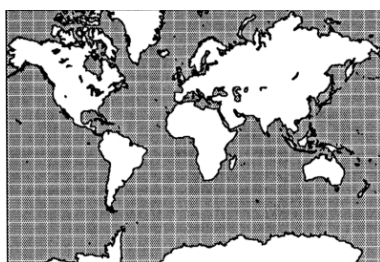


<http://collectiflieuxcommuns.fr/?44-la-troisieme-guerre-du-golfe-a-eu>



La troisième guerre du Golfe a eu lieu

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : vendredi 25 octobre 2013

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du bulletin de G.Fargette Â« Le crépuscule du XXe siècle Â», n°13, mars 2005.

La guerre d'Irak de 2003 est la *troisième* guerre du Golfe persique. La première a opposé de 1980 à 1988 l'Irak agresseur et l'Iran (la France y fut *cobelligérante* contre l'Iran). Dans la seconde, en 1991, l'Irak tenta d'annexer le Koweït. L'État français y a assumé, bon gré mal gré, un rôle de figurant et de supplétif de la seule puissance mondiale. Le troisième épisode n'a duré que quelques semaines. Grande a été la déception de tous les vaillants anti-impérialistes qui espéraient, de loin, que l'armée des États-Unis s'enliseraient dans des combats interminables. Cette attente prend une allure curieuse quand on sait que les pertes américaines dans une telle guerre asymétrique sont de l'ordre du cinquantième ou du centième des dommages infligés à la partie adverse : l'espoir d'un enlèvement tenait visiblement du raisonnement de boucher, indifférent à l'étendue des dégâts dans la population civile. Une telle "espérance" s'affirme désormais avec plus de discrétion, mais demeure néanmoins, comme si les braves anti-impérialistes n'avaient plus pour horizon que la barbarie des attentats aveugles, qui visent d'ailleurs davantage des Irakiens que des Américains.

Le parti pris anti-américain qui a cimenté une espèce d'union nationale en France en mars et avril 2003 peut étonner, bien qu'il ait prolongé divers signes annonciateurs, comme les réticences françaises face à l'action américaine contre la Libye en 1986, l'hésitation à appuyer la deuxième guerre du Golfe en 1991, ou les contorsions vis-à-vis de l'Afghanistan à l'automne 2001.

Le plus étonnant, c'est la manière dont l'État français a bénéficié d'un accord spontané de la population qu'il encadre plus ou moins. Il n'est pas douteux qu'un *esprit de Munich* s'est donné libre cours à cette occasion. La crainte des attentats de masse est-elle plus forte en Europe qu'aux États-Unis ? Il y a en tout cas une incapacité passionnée à prendre la mesure de ce qui se joue, et elle s'exprime sur le registre de la dénégation. Il en ressort une logique de capitulation et non de sursaut, sans compter diverses arrière-pensées sur le contrôle du pétrole irakien ou l'influence dans la région du Proche-Orient. L'État français ne s'est toujours pas remis d'avoir été largement exclu du contrôle du Proche-Orient après 1918.

Le plus remarquable est donc moins dans ce qui est dit que dans ce qui est tu. Le soutien automatique au criminel Saddam Hussein est en effet le non-dit de presque tous les opposants forcenés à la guerre. Les manifestations parisiennes étaient si visiblement imprégnées de cette ambiance, d'ailleurs contaminée par diverses expressions antisémites, que les organisateurs ont finalement renoncé à les poursuivre.

Les États anglo-saxons ont eu beau jeu de dénoncer l'incohérence fondamentale des anti-guerre européens vis-à-vis de Saddam Hussein. Les faucons étaient les seuls à envisager une action effective pour sortir du *statu quo*, tandis que leurs adversaires se rabattaient sur le maintien hypocrite de ce qui existait déjà, et qu'ils avaient dénoncé pendant dix ans ! À les suivre, la situation de blocage qui durait depuis 1991 aurait dû se poursuivre indéfiniment. La pose de ces anti-guerre ne pouvait laisser présager pour la suite qu'une pure et simple capitulation devant le régime baassiste, qu'ils auraient fini par laisser libre de ses mouvements.

Il est étrange que les Français aient pu croire que leurs réticences suffiraient à retenir les États-Unis, emportés par leur réaction aux attentats du 11 septembre 2001. L'État français prend toujours ses désirs pour la réalité, ce qui le met en posture constamment ridicule depuis qu'il a perdu sa prééminence en Europe, il y a cent trente ans environ.

Un monde occidental divisé

La troisième guerre du Golfe a eu lieu

La fissure qui s'est révélée au sein du monde occidental est le résultat le plus important de ces péripéties. Cette division traverse non seulement l'alliance atlantique, mais aussi le continent européen (les États nouveaux venus savent très bien de qui ils peuvent espérer une protection militaire), et même les États-Unis n'en sont pas indemnes, puisqu'un État comme la Californie semble avoir une opinion bien plus "européenne" que ce que les médias du vieux continent laissent passer. L'affaire du 11 septembre, comme l'opposition définitive de Saddam Hussein à la volonté occidentale, ont surtout été révélatrices d'une fragilité interne de l'aire occidentale, dont la cohérence semble suspendue à d'étranges calculs de court terme.

Depuis la victoire par défaut sur l'Union soviétique, l'Occident tendait à former un État universel, bicéphale mais piloté par Washington, un quasi-Empire, invulnérable tant qu'il demeurerait uni. Il lui manquait jusqu'à présent la conscience de cette potentialité hégémonique [1]. Quand la question a été ouvertement posée, une partie importante de la population a rechigné à en assumer la responsabilité. L'intervention impériale ne devrait avoir lieu que de façon défensive, aux frontières de l'Occident, ou pour des raisons humanitaires, jamais de façon préventive. Si cette orientation devait prévaloir en fin de compte, il faudrait conclure que l'Occident, alors que les circonstances l'y poussaient, ne veut pas se faire empire. Et cela vaut tout autant pour les États-Unis, qui demeurent une nation, peut-être la dernière nation véritable. Ses tendances impériales ne sont pas tournées vers l'extérieur : les États-Unis cherchent avant tout à affirmer leur projet d'État-nation pour eux-mêmes et non à conquérir la planète. Leur réaction actuelle tient à ce que les attentats du 11 septembre leur interdisent toute voie isolationniste.

L'hésitation impériale de l'Occident entrave tout autant la naissance d'une "Europe-puissance", qui correspondrait d'ailleurs à la fin de l'imbrication, issue de la guerre froide, des divers "projets impérialistes" qui l'ont habitée, et entraînerait peut-être la réapparition des rivalités de cette nature. Il est sans doute un peu tôt pour trancher : l'occupation de l'Irak peut encore devenir une affaire collective de l'Occident tout entier, sous couvert d'une action de l'ONU, plus ou moins déguisée. Il demeure que l'opération vise avant tout une redéfinition des rapports de force au Proche-Orient, et que les discours lénifiants n'auront aucun effet sur cette orientation lourde. La nature du désordre dans cette région du monde ne dépend pas de mécanismes locaux endogènes mais de l'interaction entre décomposition locale et chaos international. Une défaite américaine dans cette région serait une défaite pour tout l'Occident.

Le désaccord sur l'Irak a en tout cas résonné comme un moment de vérité pour la cohérence potentielle de l'Occident. Non seulement l'oligarchie américaine ne veut plus du *statu quo* général, mais c'est la politique de la facilité, selon la moindre pente, qui a été mise en question après le 11 septembre 2001. La critique la plus redoutable pour l'équipe au pouvoir à Washington émane de ceux qui doutent de cette détermination et mettent en évidence le peu de souffle avec lequel elle est mise en œuvre [2]. La ligne de facilité avait emporté l'aval de toutes les autres couches dominantes depuis 1979. La mondialisation néo-libérale en a été l'expression pratique. La disparition de l'Union soviétique avait renforcé cette tendance. La décision américaine d'envisager des actions préventives est la traduction militaire du changement d'attitude.

Autre aspect lourd de conséquences, la Grande-Bretagne n'a pas vraiment réussi à tenir son rôle de pont entre les États-Unis et la colonne vertébrale de l'Union européenne, l'alliance franco-allemande. Tout au plus a-t-elle pu mettre en évidence la division très étendue de l'Europe, ce qui frappait simplement d'impuissance la position européenne.

L'action des États-Unis peut continuer à générer un chaos qui s'appuie sur le dérèglement de tous les degrés de souveraineté entre et au sein des diverses sociétés, mais les divergences occidentales sont source tout aussi importante de ce chaos, tout comme les incohérences propres aux vieux États-nations européens. L'Europe, fatiguée de son passé aussi riche qu'erratique, s'entête à dormir. Le point crucial, c'est que le régime irakien n'aurait pas osé résister s'il avait eu affaire à un front uni des Occidentaux. Le désaccord s'est produit sur la question de la victoire : beaucoup d'Européens acceptaient d'autant moins la perspective d'une victoire américaine *qu'elle aurait lieu sans combat*. L'explication du retard étrange du déploiement militaire américain doit être recherché dans un

double jeu où l'État français a joué un rôle décisif [3]..

Une guerre asymétrique de cinquante ans ?

Dans la mesure où, sur le terrain de la puissance, l'Occident reste sans rival, il peut se permettre le luxe de la division pendant quelque temps. Mais le délai sera certainement plus court qu'il n'y paraît. L'étrange, c'est que la réalité continue à se rapprocher de la vision esquissée par Huntington : les États-Unis ont été amenés à intervenir de manière éclatante dans une aire de civilisation où leur présence ne peut être tolérée longtemps. Les populations de cette région ne peuvent retrouver une cohérence au moins de façade qu'en se définissant contre l'opération américaine, et en pratiquant une escalade systématique, sur un terrain qui n'est pas celui de l'affrontement militaire massif (puisque les États-Unis y possèdent une supériorité avérée). L'Irak est le terrain d'expérimentation de cette nouvelle phase, dont l'enjeu est de démontrer que les Américains, s'ils savent vaincre militairement, sont incapables d'occuper et d'administrer leurs conquêtes, et les transformer en alliés.

Comme les États-Unis considèrent qu'il y va de leurs intérêts vitaux, ils ne céderont pas. Tout indique par conséquent que c'est un affrontement durable qui a commencé, et que les composantes de l'islam radical, violentes ou non, sont engagées dans un défi pour l'hégémonie mondiale. En ce sens, l'attentat du 11 septembre 2001, l'opération sur l'Afghanistan et la conquête militaire de l'Irak ne sont que les préliminaires d'un conflit qui va connaître des périodes de répit et de soudaines résurgences brutales. Le caractère asymétrique en est la grande caractéristique. Les relations avec l'Iran, le Pakistan et surtout l'Arabie saoudite (les Américains semblent avoir fait à ce propos, leur devise : "y penser toujours, n'en parler jamais") en seront probablement les prochains moments aigus.

Ce type de conflit, très long et à métabolisme lent, n'a sans doute jamais été expérimenté dans l'histoire humaine, même si les États-Unis prennent pour point de comparaison la "guerre froide". Les avantages de l'aire musulmane sont le pétrole et sa démographie. Le premier est provisoire, et à double tranchant, tandis que le second rend la victoire éventuelle de l'Occident toujours à recommencer, mais il peut également se retourner en un inconvénient majeur pour les sociétés du Moyen-Orient, en les faisant s'effondrer sous leur propre poids.

L'enjeu fondamental : qui incarnera la régression, c'est-à-dire la barbarie la plus dynamique ?

De tels raisonnements stratégiques, débattus outre-atlantique, ne sont pas à la portée des continentaux européens. L'Union européenne voudrait devenir une grosse Suisse, inconséquente et repue, à l'abri des tempêtes de l'histoire. Ayant réussi à juguler la contestation sociale interne ou à la désarmer pour longtemps, elle craint surtout les interactions avec le monde extérieur, qu'elle espère endormir aussi, d'où son esprit discrètement, systématiquement, munichois. C'est cette inconséquence historique stupéfiante qui lui interdit d'assumer les situations d'affrontement, mais aussi de produire les mécanismes sociaux et historiques qui la feraient sortir de sa glaciation historique plus ou moins dorée.

Le plus remarquable, c'est l'absence de perspective historique, pour tous les camps : ce cours vers un conflit larvé d'ampleur intercontinentale ne semble pas susceptible d'ébranler le désordre établi, issu de l'échec profond du XXe siècle.

C'est en tout cas ce qui explique l'aspect paradoxal qui nous importe : tous ceux qui ont pris parti dans ce conflit, que ce soit pour l'encourager ou "s'y opposer", se sont alignés sur des forces de régression historique beaucoup plus puissantes qu'eux. Plus qu'en toute autre circonstance, *prendre parti* dans cette âpre querelle signifiait perdre toute référence au but de l'émancipation humaine universelle.

La troisième guerre du Golfe a eu lieu

Les évènements du Proche-Orient doivent être considérés du point de vue détaché des historiens qui étudieront ces évènements dans quelques siècles. Les gens comme nous n'ayant pas d'espace pour défendre une perspective pratique, le repli sur un long travail de préparation à l'éventuelle renaissance future est le seul choix possible. La participation aux luttes sociales défensives qui parviennent encore à surgir, va de soi, mais il ne faut pas en attendre une solution miracle : dans le monde arabo-musulman, les tendances symétriques aux nôtres sont beaucoup trop faibles et marginalisées. Leur éradication est programmée par les islamistes et elles connaîtront sans doute le même sort que toutes les oppositions internes au régime baassistes irakien.

Depuis quatorze siècles, l'islam a été une arme d'une efficacité absolue pour liquider toute perspective d'autonomie des luttes sociales. Tout retour, même formel et superficiel, à la tradition arabo-musulmane renforce cet aspect.

Paris, le 31 août 2003

[1] Voir le texte "L'Empire d'Occident", paru dans le numéro 8 du *Crépuscule*, ainsi que le livre d'Ignatieff, "Kaboul, Sarajevo", qui fournit une description concrète des modes d'action de cet Empire d'Occident potentiel (à l'été 2002), ainsi que de ses hésitations.

[2] C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les arguments les plus ravageurs contre la politique de Bush émanent d'auteurs américains tels que Paul Krugman, qui en pointe régulièrement les incohérences internes, dans une publication aussi influente que le *New York Times*.

[3] Alors que les stratèges américains, comme la plupart des analystes, estimaient que les opérations militaires devaient être achevées au plus tard au 15 mars, moment où se déclenchent les tempêtes de sable, le jeu diplomatique leur a fait perdre un temps précieux. La défaillance de la Turquie, qui n'est du point de vue économique qu'un satellite de l'Union européenne (via l'Allemagne), les a de plus privés du front nord dont ils escomptaient beaucoup. Ils ont donc dû lancer leur opération après la mi-mars, et essentiellement à partir du front sud (quelques opérations ont eu lieu depuis la Jordanie, mais leur ampleur ne semble pas avoir eu la même importance).

Ils ont rapidement subi une de ces tempêtes de sable redoutées, qui les a paralysés deux jours durant. La direction de l'État américain ne pouvait analyser l'ensemble du comportement de l'État français qu'en terme de sabotage sournois et longuement mûri